

L'ajournement

destinées à l'exportation passant par les ports de Halifax et de Saint John, cette dernière ville a fermé son élévateur. Il est fort probable que Halifax lui emboîtera le pas.

Comme la Commission canadienne du blé l'a dit tout récemment, si cela se produit, la vente de céréales de l'Ouest sur les marchés mondiaux en sera touchée. Or, Dieu sait que nous avons besoin de toute l'aide possible, vu les subventions accordées pour les céréales des États-Unis et de l'Europe. Par ailleurs, on laisse courir toutes sortes de rumeurs. Il est bien connu que la subvention du Nid-de-Corbeau, destinée aux agriculteurs, disparaîtra fort probablement à l'automne.

L'Ouest est aux prises avec de graves difficultés. Dans tout le Canada, le secteur agricole a des problèmes. En Saskatchewan, 70 p. 100 des localités connaissent un exode de leur population depuis cinq ans. L'agriculteur qui s'en va ensemer son champ ne peut s'empêcher de penser à ces problèmes. Et il constate que le gouvernement ne prend aucune mesure sérieuse pour les régler.

J'ai demandé ce qu'il en était du programme de 500 millions de dollars qui est toujours en veilleuse. On a dit qu'il était destiné aux agriculteurs. On ne connaît ni les dispositions de ce programme ni la forme qu'il prendra.

Un problème particulier existe dans les milieux agricoles de l'Ouest. Ces milieux ne croient pas que le gouvernement soit sur la bonne voie. La dernière fois que j'ai posé cette question, le ministre chargé des Céréales s'est contenté de belles paroles. J'espère que le secrétaire parlementaire me répondra autrement.

Je repose donc ma question: compte tenu de la situation actuelle, du climat qui règne dans tout le pays, surtout dans l'Ouest, et de certains problèmes que je viens de décrire, que fait le gouvernement pour rentabiliser le secteur rural et agricole? Que fait-il pour encourager les agriculteurs à ensemer leurs champs? Que fait le gouvernement pour que les agriculteurs et les localités rurales considèrent qu'il prend des mesures susceptibles d'assurer la survie et la santé de l'économie agricole à l'avenir?

M. Murray Cardiff (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, le député a touché bien des sujets, et il ne s'est pas arrêté simplement sur le prix initial du blé. Je voudrais me pencher sur cette

question et préciser les raisons pour lesquelles ce prix initial a dû être établi au niveau en question.

Le député n'est pas sans savoir que les paiements initiaux de la Commission canadienne du blé sont établis chaque printemps, en fonction des conditions prévues sur le marché mondial des céréales au cours de la campagne agricole à venir.

En 1990-1991, la production mondiale de blé et des céréales secondaires devrait s'accroître. Il se pourrait que la production des céréales en question dépasse la consommation mondiale. Il est donc fort possible que les approvisionnements mondiaux en céréales soient supérieurs à ce qu'ils étaient en 1989. Ainsi, on s'attend à ce que les prix céréaliers soient bas.

Du fait de l'augmentation prévue de la production, on s'attend également au sein de la Communauté européenne et aux États-Unis, à un accroissement des quantités de céréales destinées à l'exportation. On prévoit que les intéressés auront davantage de blé à exporter. La Communauté devrait produire davantage d'orge et elle cherchera des marchés d'exportation.

Étant donné qu'ils auront davantage de céréales à exporter, on peut s'attendre à ce que ces deux importants exportateurs de céréales augmentent leurs subventions à l'exportation. Là encore, cela aura pour effet de maintenir les prix céréaliers à un niveau bas.

Nous constatons depuis quelques années comment les subventions à l'exportation auxquelles ont recours la Communauté économique et les États-Unis entraînent une chute des prix céréaliers et bouleversent les structures commerciales mondiales. Il y a dix ans, la Communauté économique européenne exportait un peu plus de 10 millions de tonnes de blé. Cette année, on s'attend à ce qu'elle en exporte plus de 19 millions de tonnes. En 1988-1989, elle détenait 20 p. 100 du marché mondial du blé alors qu'elle n'en avait que 6 p. 100, dix ans plus tôt.

Cependant, même si la CEE et les États-Unis produisent beaucoup et même si leurs subventions font baisser les prix, il n'est pas absolument certain que les prix seront bas en 1990-1991. La situation pourrait s'améliorer et les prix pourraient augmenter en conséquence.

À la fin de la campagne agricole actuelle, on s'attend à ce que les stocks mondiaux de grains soient à leur plus bas niveau depuis le milieu des années 70, comparativement à la consommation mondiale. Les stocks étant ainsi limités, les prix mondiaux des grains seront extrêmement sensibles aux conditions météorologiques au cours de la prochaine campagne agricole. Une sécheresse ou n'importe quel autre problème climatique qui ruinerait la